

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TCA/M/15
27 mars 2003

(03-1755)

Comité du commerce des aéronefs civils

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 13 NOVEMBRE 2002

Président: M. Didier Chambovey

1. Le Comité du commerce des aéronefs civils (le "Comité") a tenu une réunion le 13 novembre 2002.

2. Avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président a indiqué que quatre points avaient été inscrits au titre des "Autres questions", sur la demande des Communautés européennes et des États-Unis. Il a proposé un point supplémentaire au titre des "Autres questions", relatif aux demandes d'informations qu'il avait reçues du Président de la session extraordinaire du Comité du commerce et du développement et du Président du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie.

3. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après:

A.	EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ACCORD DE 1979 RELATIF AU COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS AU REGARD DE L'OMC.....	2
B.	ADMINISTRATION DOUANIÈRE FONDÉE SUR LA "DESTINATION FINALE".....	3
1.	Mise à jour des renseignements concernant l'identification des aéronefs civils et des aéronefs militaires à des fins douanières	3
2.	Définition d'un aéronef militaire par opposition à un aéronef non militaire	3
C.	RAPPORTS STATISTIQUES SUR LES DONNÉES COMMERCIALES	4
D.	TRAITEMENT DES SIMULATEURS D'ENTRETIEN AU SOL DES AÉRONEFS.....	4
E.	MISE EN DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES DOCUMENTS	5
F.	CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES PORTANT SUR DES MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT MOBILES ET PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPÉCIFIQUES AUX MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUES	9
G.	AUTRES QUESTIONS	10
1.	Questions relatives à l'article 4.4	10
2.	Article 4: marchés concernant des aéronefs commerciaux passés par les forces armées des États-Unis.....	11
3.	Aides de l'UE pour l'A 400 M.....	12
4.	Questions relatives aux articles 4 et 6: aides publiques à Airbus	12
5.	Demandes d'informations	16
H.	DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE	18
I.	ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL	18

A. EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ACCORD DE 1979 RELATIF AU COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS AU REGARD DE L'OMC

4. Le Président a rappelé qu'en avril 1999 il avait adressé aux signataires un projet de protocole concernant les rectifications techniques qu'il y avait lieu d'apporter à l'Accord sur les aéronefs pour l'adapter au cadre de l'OMC. Depuis lors, certains signataires étaient demeurés dans l'incapacité d'adopter ce projet, tout en indiquant qu'ils jugeaient utile de revenir sur ce point au Comité. Le Président a exhorté tous les signataires à aborder cette question dans un esprit réaliste et constructif et a formulé l'espoir qu'ils manifesteraient une certaine convergence de vues dans ce domaine. Il a donc demandé aux signataires si la situation avait évolué.

5. Le représentant des États-Unis a rappelé qu'à la réunion précédente il avait rendu compte des consultations bilatérales que sa délégation avait eues en particulier avec l'Union européenne au sujet de certaines préoccupations des deux délégations quant aux rectifications proposées. Il a rappelé que sa délégation avait noté que l'Union européenne avait des préoccupations spécifiques concernant les articles 6.1 et 8.8. Ces préoccupations avaient été discutées, et la délégation des États-Unis souhaitait connaître aussi les préoccupations des autres signataires. À la suite de cette réunion, elle avait l'impression que l'Union européenne pourrait proposer au niveau bilatéral, de manière formelle ou informelle, un libellé amélioré qui répondrait à leurs préoccupations au sujet des articles 6.1 et 8.8, comme l'avait proposé le Président. L'intervenant a fait savoir que sa délégation n'avait reçu aucune proposition des Communautés européennes ni d'autres signataires mais qu'elle restait disposée à discuter de cette question.

6. L'intervenant a rappelé en outre que sa délégation avait encore des préoccupations au sujet de la question du report dans le temps et de la relation entre l'Accord sur les aéronefs rectifié et le reste des règles de l'OMC. Elle pensait qu'il serait peut-être possible de répondre à ces préoccupations au moyen d'un libellé analogue à celui qui avait été inséré dans le Protocole (2001) portant modification de l'Annexe de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils. L'intervenant a dit pour conclure que sa délégation jugeait toujours important de mettre à jour et de rectifier l'Accord.

7. Le représentant des Communautés européennes a confirmé que, comme l'indiquait le compte rendu des réunions précédentes, les principaux sujets de préoccupation de sa délégation étaient les articles 6.1 et 8.8 de la proposition du Président. Il a souligné que sa délégation souhaitait toujours trouver une solution à ce problème mais qu'il n'y avait pas d'évolution à signaler depuis la réunion précédente du Comité. Elle poursuivrait prochainement ses discussions avec les États-Unis, et l'intervenant informerait le Comité de tout progrès qui serait réalisé.

8. Sur la question du report dans le temps, l'intervenant a observé que le Comité était parvenu à trouver une issue en adoptant le Protocole (2001), ce qui constituait selon lui un signe encourageant pour certains problèmes qui restaient en suspens au Comité.

9. Le Président a encouragé les signataires à poursuivre le dialogue. Il a dit qu'il était disposé à conduire des consultations lorsqu'ils demanderaient son assistance.

10. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à la réunion suivante.

B. ADMINISTRATION DOUANIÈRE FONDÉE SUR LA "DESTINATION FINALE"

1. Mise à jour des renseignements concernant l'identification des aéronefs civils et des aéronefs militaires à des fins douanières

11. Le Président a noté qu'aucune information supplémentaire n'avait été reçue des signataires depuis la précédente réunion ordinaire du Comité.

2. Définition d'un aéronef militaire par opposition à un aéronef non militaire

12. Le Président a rappelé que le Canada avait fait une proposition concernant la définition de l'aéronef civil aux fins de l'Accord. Cette proposition avait été distribuée sous la cote TCA/W/4. Il a rappelé aux signataires qu'à la réunion précédente, le 5 juin 2002, ils étaient convenus de revenir sur ce point à leur réunion de novembre.

13. Le représentant du Canada a rappelé qu'à la réunion précédente il s'était efforcé de faire le point sur ce que sa délégation avait en tête, mais sans libellé précis. Il a informé le Comité qu'après de nouvelles discussions essentiellement internes la délégation canadienne avait mis au point un libellé révisé, dont il avait distribué une copie aux signataires. Il a ajouté qu'elle ne faisait pas une proposition formelle. Le document distribué illustrait le stade de réflexion où en était la délégation canadienne sur cette question. L'intervenant espérait que la lecture du libellé révisé mis au point par sa délégation déboucherait sur une discussion fructueuse avec un plus grand nombre de délégations afin que, lorsque le moment serait venu d'examiner une proposition formelle, voire une modification de l'Accord, les signataires aient bien avancé dans leur réflexion et que le Comité puisse progresser de façon significative. L'intervenant estimait que l'occasion n'était pas propice pour entrer dans les détails de la proposition; il a simplement proposé le libellé rédigé par sa délégation en demandant à chacun de l'examiner comme base de discussions futures.

14. L'intervenant a ajouté que les termes soulignés à la deuxième page du document de sa délégation représentaient ce qui pourrait être un nouveau libellé pour la définition des aéronefs civils. Il a précisé que ce document contenait un article 1.1 et 1.2 modifié, les mots soulignés étant des mots nouveaux ou des modifications concernant l'Accord. Le document reprenait aussi les éléments examinés par le Comité au cours de la dernière période, y compris la suggestion qui avait été faite d'inclure les simulateurs d'entretien au sol, leurs parties et pièces et leurs composants parmi les produits visés par l'Accord.

15. La représentante des États-Unis a estimé que cela constituait un pas dans la bonne direction. Sa délégation jugeait très utile que le document canadien contienne une définition portant non seulement sur les produits finis mais aussi sur les produits en cours, que ce soit en phase de conception, en phase d'essai ou en phase d'évaluation. C'était un bon début, et la délégation des États-Unis continuerait à étudier cette question et à discuter de la proposition canadienne avec les autres signataires.

16. Le représentant des Communautés européennes a répété que sa délégation était vivement intéressée par les propositions. Elle remerciait la délégation canadienne d'avoir fait avancer la question et s'engageait à étudier la proposition avec la diligence requise.

17. Le représentant des États-Unis a ajouté qu'à son avis le Comité était passé très rapidement sur la mise à jour des renseignements concernant les aéronefs civils/militaires, qui relevaient du même point et étaient à son avis étroitement liés. Il considérait que l'élargissement de la définition des aéronefs civils était un aspect du problème, que le Comité venait d'examiner. Le premier point subsidiaire avait été soulevé précédemment au sujet des préoccupations que pourraient avoir les

signataires quant au classement des produits et à la possibilité d'éviter les droits appropriés en classant un article comme aéronef civil au titre de l'Accord, alors qu'il s'agissait en réalité d'un produit importé pour un autre usage. L'intervenant a rappelé qu'on avait demandé quelques informations au Comité et que c'était en partie pour cela que la question avait été inscrite à l'ordre du jour. La délégation des États-Unis n'avait reçu aucune demande de renseignements dernièrement, mais elle avait reçu dans le passé plusieurs demandes sur le point de savoir comment les entités douanières classaient ces produits et si un produit donné devrait être un aéronef civil ou quelque chose d'autre quand il y ressemblait beaucoup. L'intervenant a suggéré au Comité de rester ouvert aux demandes de renseignements que pourraient présenter les observateurs et les signataires potentiels s'ils avaient des difficultés concernant l'administration douanière de l'Accord. Dans le cadre de l'assistance à apporter par les signataires aux pays en développement qui souhaiteraient devenir signataires, et conformément à l'une des demandes exprimées dans une lettre adressée au Président, le Comité et le Secrétariat devraient rester disponibles pour apporter de tels conseils spécialisés.

18. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à la réunion suivante.

C. RAPPORTS STATISTIQUES SUR LES DONNÉES COMMERCIALES

19. Le Président a rappelé qu'à la réunion du 5 juin 2002 les signataires avaient fait savoir qu'ils jugeaient utile de continuer à communiquer des statistiques commerciales et que cela devrait se faire par voie électronique. Il a indiqué que, depuis la réunion précédente, les statistiques commerciales des États-Unis et de la Suisse pour 2001 avaient été distribuées respectivement sous les cotes TCA/TSC/W/15 et 16. Il a rappelé par ailleurs qu'à la réunion du 21 novembre 2001 et à celle du 5 juin 2002 le Comité avait discuté des moyens de distribuer ces informations aux signataires sous forme électronique. S'appuyant sur ces discussions et après avoir consulté le Secrétariat, le Président a proposé que le Comité convienne qu'à l'avenir les signataires fourniraient les statistiques commerciales pertinentes au Secrétariat sous forme électronique et que le Secrétariat mettrait ensuite les informations ainsi communiquées sur le site Web des Membres de l'OMC. Il distribuerait ensuite un accusé de réception écrit des statistiques commerciales qui informerait les signataires de l'endroit où ces informations se trouvaient sur le site Web des Membres de l'OMC.

20. Le représentant des États-Unis a rappelé que sa délégation appuyait la proposition consistant à distribuer les données commerciales par voie électronique, tant pour des raisons d'efficacité que pour économiser des arbres. Elle placerait aussi les données disponibles sur le site Web du gouvernement des États-Unis. L'intervenant a indiqué qu'il y avait assurément des avantages importants à avoir un endroit central pour toutes les données, ce que le Secrétariat de l'OMC était le seul à pouvoir organiser, et il a répété que sa délégation appuyait la proposition.

21. Le représentant du Canada a dit que sa délégation partageait le point de vue des États-Unis à cet égard et a répété qu'elle appuyait la proposition.

22. Le Comité a pris note des déclarations et a adopté les procédures proposées.

D. TRAITEMENT DES SIMULATEURS D'ENTRETIEN AU SOL DES AÉRONEFS

23. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 15 novembre 2000 le Comité avait adopté une décision "engageant instantment les signataires à appliquer immédiatement, à titre provisoire, le traitement en franchise de droits aux produits énumérés dans le projet d'annexe relative aux produits visés présenté dans le document TCA/W/5/Rev.3, y compris aux simulateurs d'entretien au sol des aéronefs". Le Comité avait en outre décidé que les signataires l'informerait des mesures qu'ils auraient prises en ce sens. Aux termes de la décision adoptée après confirmation de l'adoption

ad referendum du *Protocole 2001*, le Comité avait recommandé que "les signataires appliquent, ainsi qu'il a été décidé à la réunion du 15 novembre 2000, à titre provisoire, le traitement en franchise de droits aux simulateurs d'entretien au sol des aéronefs classés sous la position 9023.00 du SH" et qu'"ils confirment cette application provisoire auprès du Comité".

24. Le Président a donc invité les signataires à confirmer l'application, à titre provisoire, du traitement en franchise de droits aux simulateurs d'entretien au sol des aéronefs ou à informer le Comité des mesures prises en ce sens. Il a rappelé que de tels renseignements avaient déjà été communiqués aux réunions précédentes et a demandé s'il y avait des mises à jour supplémentaires que les signataires souhaitaient communiquer au Comité.

25. Le représentant du Canada a dit qu'à son avis ce point avait été entièrement traité. Il a rappelé qu'à la réunion précédente les CE avaient confirmé qu'elles avaient pris les mesures légales nécessaires pour mettre en œuvre le traitement des simulateurs d'entretien au sol dont le Comité était convenu à titre provisoire. Il ne comprenait donc pas très bien pourquoi ce point était toujours à l'ordre du jour.

26. Le Président a dit que, bien que l'on puisse avoir l'impression qu'il n'y avait que quatre ou cinq signataires, il y en avait en fait davantage, et le Comité n'avait pas reçu de renseignements de la part de tous les signataires sur cette question.

27. Il a ajouté, en sa qualité de représentant de la Suisse, qu'il était en mesure de confirmer qu'à la fin de l'année la Suisse aurait pris toutes les mesures procédurales et légales au niveau intérieur et que la décision serait donc entièrement mise en œuvre en Suisse au 1^{er} janvier 2003.

28. Le Président a conclu que la remarque faite par le Canada n'en était pas moins tout à fait valable et que le Comité n'avait peut-être pas besoin de revenir sur cette question à la réunion suivante.

29. Le représentant des États-Unis a proposé que, comme quelques signataires n'avaient pas encore répondu à la demande d'informations du Comité, le Président envoie, avant la réunion suivante, une lettre aux signataires leur demandant de confirmer ou de déclarer leur traitement des simulateurs d'entretien au sol. Il a rappelé que, quand cette question avait surgi pour la première fois, deux ou trois ans auparavant, sa délégation avait déjà indiqué que les simulateurs d'entretien au sol bénéficiaient de la franchise de droits aux États-Unis. Elle n'avait pas confirmé de nouveau ce point entre-temps, mais elle serait heureuse de le faire par écrit si le Président estimait que le Comité n'avait pas encore reçu un ensemble complet de réponses ou si le Canada, qui avait présenté la proposition, craignait qu'il n'ait pas encore reçu des réponses complètes.

30. Conformément à cette suggestion, le Président a proposé d'écrire aux signataires afin de leur demander à tous des renseignements sur les dispositions qu'ils avaient prises pour mettre en œuvre la décision provisoire. Les signataires qui avaient déjà fait savoir qu'ils avaient mis en œuvre la décision ou informé le Comité des mesures prises à cette fin étaient enregistrés et ne seraient pas obligés de présenter à nouveau une confirmation écrite.

31. Le Comité en est ainsi convenu.

E. MISE EN DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES DOCUMENTS

32. Le Président a indiqué que les procédures généralement applicables aux organes de l'OMC concernant la mise en distribution générale des documents ne s'appliquaient pas au Comité et que celui-ci n'avait pas non plus adopté récemment de procédures particulières régissant la mise en distribution générale. Il a rappelé que, comme l'indiquait le document AIR/W/16 du 9 décembre 1980

relatif à la mise en distribution générale des documents, les documents des séries AIR/M/-, AIR/W/- et AIR/SPEC/- n'étaient jamais mis en distribution générale.

33. Le Président a ajouté que les signataires étaient assurément au courant de la décision du Conseil général du 14 mai 2002 concernant les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC, dans laquelle le Conseil général soulignait l'importance d'une plus grande transparence et décidait, comme point de départ, que tous les documents de l'OMC feraient l'objet d'une distribution non restreinte (voir le document WT/L/452 abrogeant le document WT/L/160/Rev.1). Il a en outre appelé l'attention des signataires sur le fait que l'autre comité plurilatéral qui s'occupait d'un accord visé à l'Annexe 4 de l'Accord sur l'OMC, le Comité des marchés publics, avait adopté peu de temps auparavant, le 8 octobre 2002, une décision sur la distribution et la mise en distribution générale des documents sur le modèle des procédures de distribution et de mise en distribution générale adoptées par le Conseil général.

34. Le Président a rappelé qu'à la réunion du 5 juin 2002 le Comité avait demandé au Secrétariat d'élaborer un projet de texte à examiner à la réunion de novembre, en se fondant sur les procédures de mise en distribution générale adoptées par le Conseil général, telles qu'elles figuraient dans le document WT/L/452. Le texte de ce projet avait été distribué aux signataires avant la réunion et était également disponible à l'arrière de la salle. Le Président a indiqué que le projet en question était très semblable aux procédures adoptées par le Comité des marchés publics, à l'exclusion de ce qui n'était pas applicable à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils. Il a ensuite invité les signataires à donner leur avis sur ce projet de décision concernant les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents.

35. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation avait quelques observations à présenter sur le projet de décision. Premièrement, la décision adoptée par le Comité des marchés publics contenait un paragraphe sur la transparence des documents relatifs à l'accession. La délégation des États-Unis se demandait si ces documents étaient visés dans le texte proposé au Comité ou s'il faudrait ajouter un libellé concernant les documents relatifs à l'accession qui pourraient parvenir au Comité. Jusqu'alors, les accessions avaient été assez simples, mais on ne pouvait exclure la possibilité qu'il y ait à l'avenir une sorte de marchandage sur cette question, et l'intervenant se demandait si les documents relatifs à l'accession, dans le cas où il y en aurait, seraient visés par la décision et si la transparence serait assurée.

36. Le Président a expliqué que la raison pour laquelle ce paragraphe avait été laissé de côté était précisément que la procédure d'accession avait été effectivement très simple, car il n'était pas nécessaire de négocier une liste d'engagements dans le cas de l'accession à l'Accord sur les marchés publics. L'existence d'une liste d'engagements dans différents secteurs était peut-être, selon lui, l'une des raisons pour lesquelles le Comité des marchés publics était arrivé à la conclusion qu'il fallait une disposition spéciale sur la mise en distribution générale de tels documents. Le Président considérait que, si le Comité voulait arriver au même type de complexité que le Comité des marchés publics, il devrait trouver un créneau dans la proposition actuelle pour traiter la question des documents relatifs à l'accession. Si le document était présenté par un pays en voie d'accession, il devrait, selon lui, être traité au titre du paragraphe 2 a) de la proposition. Le Président a reconnu que cette situation n'était pas envisagée dans le projet de décision, car elle concernait la communication d'un pays qui ne serait pas encore signataire de l'Accord mais qu'elle pourrait, à son avis, être traitée au titre du paragraphe 2 a) de la proposition actuelle. Il jugeait inutile de prévoir un paragraphe spécifique sur l'accession, mais a demandé au Comité s'il souhaitait affiner le texte actuel pour tenir compte de cette question.

37. Le représentant des États-Unis a fait observer que le paragraphe 2 a) s'appliquait aux documents présentés par les signataires et que, si des Membres étaient en train d'accéder au Comité, ils ne seraient pas encore signataires, de sorte qu'ils ne seraient pas, selon lui, en mesure d'imposer la

distribution restreinte du document. Il considérait qu'un modèle existait déjà dans le domaine des marchés publics et qu'il serait plus facile de le copier pour l'Accord sur les aéronefs civils.

38. Le Président a admis que c'était un des moyens de résoudre le problème et a précisé que ses observations précédentes auraient conduit à affiner le paragraphe 2 a) pour tenir compte de cette question.

39. Le représentant des Communautés européennes a fait remarquer que ce dont le Comité était en train de débattre concernait les pays en voie d'accession plutôt que les signataires présents dans la salle. À son avis, il y avait souvent des accessions simultanées, de sorte qu'il pouvait y avoir un vaste ensemble de documents sur l'accession à propos duquel le pays en voie d'accession pourrait tenir assez fermement à ce que leur distribution soit entièrement restreinte à un stade ou à un autre avant que le compromis définitif ne soit conclu sur toutes ces questions. Il était donc favorable à la proposition des États-Unis pour le parallélisme que ceux-ci souhaitaient au sujet des autres questions même si, à proprement parler, il pouvait y avoir beaucoup moins de choses à restreindre dans le contexte de l'accession à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils. Il serait gênant, à son avis, que certaines de ces choses soient accessibles à tous dès le début, surtout dans les accessions de plus grande ampleur. Il estimait donc que ce serait une bonne idée de suivre l'exemple existant ailleurs.

40. Le Président a rappelé que l'approche adoptée par le Comité des marchés publics était que de tels documents relatifs à une accession devaient faire l'objet d'une distribution restreinte et être automatiquement mis en distribution générale lors de la décision prise par le Comité au sujet de l'accession du Membre concerné. Il a expliqué que cela signifiait que le document serait considéré comme faisant l'objet d'une distribution restreinte durant la période des négociations, ce qu'il jugeait tout à fait naturel et normal en raison des exigences de confidentialité durant la phase de négociation, mais qu'au moment de l'accession le document serait automatiquement mis en distribution générale. Comme c'était apparemment l'approche que le Comité souhaitait adopter, le Président a proposé d'ajouter un nouveau paragraphe d) libellé comme suit à la deuxième page du projet de texte: "Les documents se rapportant aux accessions au sens de l'article 9 de l'Accord feront l'objet d'une distribution restreinte et seront automatiquement mis en distribution générale dès l'accession du signataire concerné." Il a précisé que ce libellé appliquait, *mutatis mutandis*, l'approche adoptée par le Comité des marchés publics. Il a ensuite invité les participants à donner de nouveau leur avis sur le projet de décision.

41. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait soulever d'abord une question tout à fait mineure, puis une question plus importante. La première concernait le paragraphe 5, qui disposait que le Comité "pourra[it]" réexaminer les procédures en temps opportun. La délégation des États-Unis estimait qu'il conviendrait de dire plutôt "réexaminera", car l'engagement de réexamen n'était pas, selon elle, un engagement très fort demandant au Comité de faire quelque chose.

42. Le Président a noté qu'il n'y avait pas d'opposition à la proposition des États-Unis consistant à remplacer, à la deuxième ligne du paragraphe 5, les termes "pourra réexaminer" par "réexaminera" et en a conclu que cette modification était acceptable pour les signataires.

43. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait soulever un dernier point qui concernait le paragraphe 4, lequel prévoyait une clause d'antériorité pour les documents faisant l'objet d'une distribution restreinte conformément à la décision du Conseil général sur ce sujet. Or, c'était la première fois que le Comité se penchait sur la question de la mise en distribution générale, de sorte qu'il n'y avait pas de mise en distribution générale partielle au Comité comme il y en avait eu dans d'autres comités en 1997. Si l'on soumettait à une clause d'antériorité tous les documents avant d'adopter la décision proposée sur la mise en distribution générale, cette clause couvrirait beaucoup plus de documents au Comité et serait bien plus rigide que nécessaire. L'intervenant considérait que les débats du Comité portaient sur des questions commerciales importantes et que ces questions

avaient été examinées de façon ouverte. Il a souligné que les documents qu'il avait vus sortir du Comité pendant les nombreuses années où il y avait travaillé étaient apparemment utiles, peut-être pas toujours au Comité pour qu'il trouve des solutions, mais peut-être aux historiens et au grand public qui voulaient comprendre le fonctionnement et le but de l'Accord. Il a donc proposé que le paragraphe portant le numéro 4 soit entièrement supprimé et que tout document soit donc mis en distribution générale depuis le premier jour d'existence du Comité, qui remontait à 1980, lorsque l'Accord était entré en vigueur.

44. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que sa délégation avait plaidé en de nombreuses occasions pour une transparence maximale. Elle ne voyait donc pas d'objection à cette proposition, mais l'intervenant voulait savoir de la bouche du Secrétariat s'il était vrai qu'aucune des règles de mise en distribution générale qui s'appliquaient ailleurs ne s'appliquait au Comité, car il ne savait pas exactement ce qui s'était passé au Conseil général la dernière fois qu'une telle décision avait été prise.

45. Le Président a confirmé que les règles de mise en distribution générale adoptées par le Conseil général ne s'appliquaient pas aux documents du Comité du commerce des aéronefs civils, dont la distribution était toujours restée restreinte.

46. Le représentant du Canada a demandé pourquoi le paragraphe 4 avait été inséré.

47. Le Président a dit que c'était parce qu'un paragraphe similaire figurait à la fois dans la décision du Conseil général et dans celle du Comité des marchés publics. Il a expliqué que le projet de décision avait été rédigé sur le modèle de ces deux autres décisions. La décision du Conseil général ne s'appliquait qu'à l'avenir et prévoyait une certaine antériorité pour les documents qui faisaient jusqu'alors l'objet d'une distribution restreinte. Le Président a confirmé ce qu'avait dit le représentant des États-Unis, à savoir que le Conseil général avait déjà adopté en 1997 une première décision sur la mise en distribution générale, laquelle avait été révisée en 2002. Compte tenu de la proposition des États-Unis, il a demandé si les signataires souscriraient à la proposition selon laquelle la décision du Comité s'appliquerait rétroactivement jusqu'à l'entrée en activité du Comité.

48. Le représentant des Communautés européennes a rappelé qu'une démarche similaire avait été adoptée par le Comité de l'ATI, où les documents avaient été mis en distribution générale à titre rétroactif.

49. Le représentant du Canada a dit que son pays était aussi fermement partisan d'une plus grande transparence à l'OMC et que sa délégation ne voyait donc pas d'objection à ce que l'on agisse de façon rétroactive.

50. Le Président a conclu que les signataires souscrivaient au principe et à la proposition des États-Unis consistant à appliquer la décision à titre rétroactif aux 23 années antérieures. À son avis, la meilleure façon de le faire et de l'exprimer serait de supprimer le paragraphe 4 du projet de décision.

51. Le représentant des États-Unis a relevé qu'au paragraphe 2 a) il était dit que le document "pourra[it] continuer de faire l'objet d'une distribution restreinte pendant de nouvelles périodes de 30 jours". À son avis, il vaudrait peut-être mieux dire que le document "continuera[it] de faire l'objet d'une distribution restreinte", car il considérerait que c'était ce que voulait dire la quatrième ligne de ce paragraphe. Si un signataire s'opposait à la mise en distribution générale, la question n'était pas à ce moment-là de prendre une décision facultative, le document devait continuer à faire l'objet d'une distribution restreinte pendant une nouvelle période, de sorte qu'il vaudrait peut-être mieux employer le futur que le verbe "pouvoir".

52. Le Président a expliqué que ce libellé avait été repris des décisions du Conseil général et qu'il fallait, selon lui, partir de l'hypothèse que le Conseil général avait adopté le libellé qui convenait le mieux en l'occurrence, ce qui ne voulait pas dire évidemment que le Comité était obligé d'adopter exactement la même formulation. À son avis, le remplacement du verbe "pourra" par l'emploi du futur ne poserait pas de problème logique, car l'articulation du paragraphe était déjà un peu compliquée, pour ne pas dire plus.

53. Le représentant des Communautés européennes s'est demandé s'il serait avisé de modifier un libellé adopté par le Conseil général. Il craignait que les juristes ne posent toutes sortes de questions sur la raison pour laquelle le Comité avait agi ainsi et préférerait que l'on évite de changer un texte qui avait été négocié ligne par ligne pendant une longue période au Conseil général.

54. Le représentant des États-Unis a dit qu'il était d'accord avec le Président sur le fait que le Comité était un organe indépendant et qu'il pouvait formuler son propre libellé. Néanmoins, la délégation des États-Unis pouvait accepter de revenir au libellé d'origine compte tenu des observations qui avaient été présentées.

55. Le Président a conclu la discussion sur ce point en rappelant au Comité la marche à suivre. Le Comité adopterait la décision *ad referendum* et le Secrétariat publierait une version révisée. Les Membres auraient jusqu'au 30 novembre 2002 pour donner leur avis sur la nouvelle version. Si, à cette date, personne n'avait formulé d'objections, la décision entrerait en vigueur.

56. Le Comité en est ainsi convenu.

F. CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES PORTANT SUR DES MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT MOBILES ET PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPÉCIFIQUES AUX MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUES

57. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour sur la demande des États-Unis.

58. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait porter à l'attention des signataires la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et le Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques, désignés simplement sous le nom de Convention du Cap. Il a expliqué que cette convention avait un rapport direct avec l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, puisque ce dernier était expressément destiné à assurer un maximum de liberté dans le commerce mondial des aéronefs civils et soulignait l'importance du secteur de l'aéronautique civile pour les intérêts économiques et commerciaux mutuels des signataires.

59. La représentante des États-Unis a informé les signataires qu'un livre blanc était disponible à l'arrière de la salle. Il avait été élaboré par le groupe de travail de l'aviation, une organisation sans but lucratif composée de membres appartenant aux États-Unis, à l'UE, au Canada, au Brésil et à Singapour. Ce groupe de travail comprenait aussi des membres de l'industrie qui avaient des consultations régulières avec les gouvernements. L'intervenante a expliqué que la Convention du Cap et le Protocole, adoptés sous l'égide commune de l'OACI et d'UNIDROIT, établie à Rome, étaient expressément conçus pour faciliter le financement garanti par un actif des aéronefs et des moteurs d'aéronefs civils. Pour cela, la Convention rassemblait l'ensemble des régimes juridiques existant dans le monde de façon à refléter les pratiques internationalement reconnues en matière de transaction et, de la sorte, réduisait les risques et favorisait des conditions de crédit plus avantageuses que ce ne serait le cas sans cela. De l'avis de l'intervenante, elle pouvait donc contribuer de façon importante à répondre aux exigences de financement dues au besoin croissant d'aéronefs et de moteurs dans le monde. Elle traitait aussi des règles relatives aux faillites en prévoyant une procédure d'insolvabilité

uniforme dans la situation où ces droits étaient davantage menacés. Elle établissait aussi le système d'enregistrement international de ces droits et intérêts, de sorte qu'une personne ou une compagnie aérienne pourrait trouver rapidement qui possédait un aéronef les années précédentes, ce qui permettait d'économiser du temps et de l'argent dans ce type de diligence raisonnable. L'intervenante considérait que la mise en œuvre de la Convention du Cap pourrait apporter de nombreux avantages économiques; elle pourrait, par exemple, permettre aux gouvernements de réduire les risques et l'endettement vis-à-vis des gouvernements qui accordaient des crédits sous forme de garanties souveraines; elle pourrait aussi réduire les risques pour les gouvernements qui offraient un financement sous forme de crédit à l'exportation et pourrait soutenir et renforcer les privatisations; pour les compagnies aériennes, elle réduirait les coûts de financement et améliorerait l'accès aux sources de financement; pour les avionneurs et les fournisseurs d'aéronefs, l'avantage serait un accroissement des ventes et de la production; pour ceux qui investissaient dans l'aviation, on pouvait espérer un rendement accru et une valorisation des investissements; pour le grand public, les passagers et autres utilisateurs bénéficieraient de prix plus bas et d'un meilleur service. L'intervenante a souligné que l'une des caractéristiques essentielles de la Convention était la garantie de l'autonomie, car elle disposait que les parties et les États pourraient adapter leurs transactions et leurs ratifications de façon à en tirer les avantages qu'ils jugeaient appropriés.

60. L'intervenante a rappelé qu'en novembre de l'année précédente il y avait eu en Afrique du Sud une conférence diplomatique au cours de laquelle 56 États, dont la plupart des grands États en matière d'aviation, avaient signé l'Acte final, et 24 États avaient signé pour l'instant le texte juridique. De nombreux pays dans le monde avaient engagé la procédure officielle de ratification. La délégation des États-Unis portait cette question à l'attention du Comité, car elle pensait qu'il s'agissait d'une convention bénéfique, et l'intervenante a instamment invité les autres pays à l'examiner attentivement, notamment les pays en développement, qui pouvaient en retirer de grands avantages.

61. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation estimait, comme les États-Unis, que la Convention et le Protocole favorisaient les exportations de produits aéronautiques, réduisaient les coûts de financement des compagnies aériennes, facilitaient l'acquisition de nouveaux aéronefs plus sûrs et aidaient aussi les pays en développement à se procurer des capitaux privés. Les CE travaillaient activement à la ratification, et la Commission préparait une proposition de décision pour le Conseil, en vue de la signature et de la conclusion de la Convention et du Protocole. Au sujet du processus de ratification, la délégation des CE souhaitait savoir où en étaient les autres signataires.

62. Le Comité a pris note des déclarations.

G. AUTRES QUESTIONS

1. Questions relatives à l'article 4.4

63. Le Président a dit que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour sur la demande des Communautés européennes.

64. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que la question des incitations relevant de l'article 4.1 et 4.4 avait été inscrite plusieurs fois à l'ordre du jour du Comité. Il souhaitait soulever quelques points relatifs à deux questions touchant des marchés récents. Il a mentionné le cas du Taipei chinois, évoqué à plusieurs reprises dans la presse. La délégation des CE a demandé aux États-Unis de donner des explications sur la compatibilité de certaines mesures signalées avec l'article 4 et 4.1 en particulier.

65. Le représentant des États-Unis a rappelé qu'en plus de l'obligation de s'abstenir d'offrir des incitations, l'article 4 disposait que les fournisseurs des signataires devaient être admis à concourir sur

une base compétitive et à des conditions non moins favorables. La délégation des États-Unis connaissait les obligations fondamentales énoncées à l'article 4, à savoir éviter d'exercer des pressions excessives et d'offrir des incitations et encourager les décisions d'achat fondées sur des considérations de concurrence en matière de prix, de qualité et de délais de livraison. L'intervenant a dit que les États-Unis avaient entièrement respecté ces obligations et continueraient de le faire.

66. Le Comité a pris note des déclarations.

2. Article 4: marchés concernant des aéronefs commerciaux passés par les forces armées des États-Unis

67. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour sur la demande des Communautés européennes.

68. Le représentant des Communautés européennes a fait référence au compte rendu de la réunion précédente, durant laquelle sa délégation avait soulevé le point particulier de l'achat de 100 avions-citernes Boeing 767 par les forces armées des États-Unis. Elle souhaitait savoir, de la bouche des États-Unis, où en était cette affaire.

69. Le représentant des États-Unis a rappelé qu'à la réunion précédente sa délégation s'était dite quelque peu préoccupée par le fait que ce point soit inscrit à l'ordre du jour, car il concernait un produit militaire non visé par l'Accord. Il considérait que, si les CE voulaient soulever ce point en tant qu'élargissement de l'Accord aux aéronefs militaires, ce n'était pas le point de l'ordre du jour qui convenait à cette fin. La délégation des États-Unis estimait toutefois que les signataires avaient le droit d'inscrire les points qui les intéressaient à l'ordre du jour, et l'intervenant a noté que le Comité avait effectivement examiné cette question à la réunion précédente. Il a rappelé qu'au cours de cette réunion il avait également dit que sa délégation avait quelques questions au sujet du programme A 400 M, qu'elle envisageait d'inscrire à l'ordre du jour si les CE considéraient que la question soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour était visée par l'Accord. Comme cette question avait été à nouveau inscrite à l'ordre du jour, les CE semblaient considérer l'A 400 M comme une sorte d'aéronef civil qui pouvait aussi être discuté à la réunion. L'intervenant a indiqué que sa délégation avait questionné les CE sur ce sujet.

70. L'intervenant a dit que, bien que les CE n'aient pas répondu aux questions posées, sa délégation répondrait à la question des CE sur la situation du marché des avions-citernes dont les forces armées avaient grand besoin et qui étaient indéniablement, selon lui, des aéronefs militaires. Il a indiqué qu'aucun contrat définitif n'avait été signalé et que les rapports publics révélaient que le montant de la location ou de l'achat, quelle que soit la formule finalement retenue, serait bien inférieur au coût prévu tel qu'il ressortait des articles de presse cités par les CE à la réunion précédente. Il a rappelé qu'à la réunion précédente la délégation des États-Unis avait indiqué que des fournisseurs extérieurs aux États-Unis avaient été considérés pour le marché, bien qu'il ne s'agisse pas réellement d'un domaine visé par l'Accord relatif aux aéronefs civils. Il a fait observer qu'il y avait eu un appel d'offres ouvert et a rappelé que les discussions relatives aux aéronefs militaires et aux droits qu'avaient les parties d'en fournir relevaient d'autres instances, en vertu de mémorandums d'accord bilatéraux entre les bureaux militaires et les départements de la défense, ainsi qu'à l'OTAN et au titre d'autres obligations contractuelles.

71. Le représentant du Canada a dit que la question examinée avait manifestement des liens étroits avec la proposition ou les idées de son pays sur une modification de la définition des aéronefs civils. C'était une illustration de certains problèmes qui pouvaient survenir dans le cadre de l'arrangement actuel. Selon ce qu'il comprenait, dans le cadre de cet arrangement, si des entités militaires achetaient les aéronefs, ces achats étaient considérés comme des achats militaires.

72. Le représentant des Communautés européennes a remercié les deux délégations de leurs explications qui, à son avis, montraient à juste titre que la question de l'utilisation finale par rapport à la conception pouvait être considérée différemment si l'on décidait de travailler sur la définition. Il a aussi remercié les États-Unis d'avoir donné des informations supplémentaires sur la question, bien qu'ils aient fait valoir que celle-ci n'était pas visée par l'Accord. Il a répondu à la question soulevée par les États-Unis en disant qu'il était beaucoup trop tôt pour discuter de la question des A 400 M compte tenu du stade où en était le projet. Il a ajouté qu'il ne voyait pas bien comment un effet de subventionnement croisé serait possible entre la mise au point d'un avion civil à ailes basses et la recherche-développement concernant un turbopropulseur militaire à ailes hautes.

73. Le Comité a pris note des déclarations.

3. Aides de l'UE pour l'A 400 M

74. Le Président a indiqué que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour sur la demande des États-Unis.

75. Le représentant des États-Unis a dit que les CE avaient déjà répondu en partie à la question de sa délégation en disant qu'à leur avis il était prématuré de discuter de cet avion puisque rien n'avait encore été décidé et qu'il s'agissait d'un avion à ailes hautes, censé avoir une orientation plus militaire qu'un avion à ailes basses. Il a cependant fait observer que, selon certaines informations, l'A 400 M serait prochainement offert d'abord à des acheteurs civils comme avion de transport, ce qui voudrait dire que toute aide en faveur de cet avion pourrait équivaloir directement à une aide civile. La délégation des États-Unis considérait que cet avion pourrait avoir un double usage et se demandait si les CE voudraient s'exprimer sur ce point.

76. L'intervenant a ajouté, à propos de l'article 4, qu'il n'avait pas connaissance qu'un appel d'offres ouvert ait eu lieu, que ce soit pour la conception ou la fabrication de l'A 400 M ou pour la prise en considération des avions offerts par d'autres fournisseurs. Il a demandé aux CE si elles souhaitaient apporter des éclaircissements sur la question de savoir si oui ou non elles avaient respecté, pour l'A 400 M, les prescriptions de l'article 4 en matière de passation des marchés dont elles semblaient dire qu'elles devraient être appliquées au marché des avions-citernes militaires destinés à l'aviation des États-Unis.

77. Le représentant des Communautés européennes a remercié le représentant des États-Unis des questions plus précises qu'il avait posées et qui seraient transmises aux autorités communautaires. À son avis, la seule réponse qu'il pouvait donner dans l'immédiat était celle qu'il avait déjà donnée, à savoir que le projet était encore dans une phase marquée par de nombreuses incertitudes.

78. Le Comité a pris note des déclarations.

4. Questions relatives aux articles 4 et 6: aides publiques à Airbus

79. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour sur la demande des États-Unis.

80. Le représentant des États-Unis a d'abord soulevé quelques questions au sujet de l'article 6 en rappelant qu'il était de coutume depuis quelques années que les parties notifient informellement au Comité toute activité d'aide majeure relevant de l'article 6. Dans le passé, les CE avaient signalé de telles aides. L'intervenant a demandé si elles souhaitaient mettre à jour leur notification au Comité compte tenu du fait que, selon certaines informations nouvelles, des États membres de l'UE apportaient une aide spécifique au programme Airbus 380.

81. Le représentant des Communautés européennes a d'abord soulevé un point de procédure, à savoir que sa délégation avait répondu longuement et de façon approfondie aux questions posées par les États-Unis sur les subventions alléguées lors des consultations bilatérales de janvier. Il a invité les États-Unis à soulever les questions supplémentaires qu'ils pourraient avoir lors des consultations bilatérales à venir. Sur le fond, il a rappelé que les États-Unis avaient posé des questions similaires dans le contexte de l'Accord SMC. La réponse de la délégation des CE en l'occurrence était conforme à celle qu'elle avait faite dans ce contexte, c'est-à-dire qu'il s'agissait d'avances remboursables qui ne constituaient pas des subventions.

82. Le représentant des États-Unis a confirmé qu'il y avait eu quelques discussions au sujet de l'aide en faveur du programme A 380 durant les consultations bilatérales, mais il a estimé que, dans le contexte d'un accord multilatéral tel que l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, il était important, comme cela se faisait habituellement dans le passé, de notifier au Comité les principales activités d'aide à l'industrie aéronautique civile. Au sujet des observations faites par les CE sur l'Accord SMC, il a indiqué que la délégation des États-Unis ne soulevait pas, dans le cadre de l'Accord sur les aéronefs civils, la question de savoir s'il y avait des subventions ou non, encore qu'il puisse comprendre que les CE soient sensibles à cette question. Il voulait simplement rappeler que des informations avaient été échangées sur cette question dans des circonstances antérieures ainsi qu'au niveau bilatéral et que certaines informations avaient paru dans la presse au sujet de l'Italie, ce qui amenait sa délégation à demander aux CE si elles souhaitaient faire le point sur ces faits nouveaux au Comité. L'intervenant a rappelé que sa délégation avait aussi posé des questions au sujet de l'aide aux infrastructures et avait constaté qu'une aide considérable était accordée à Hambourg, Nantes, Toulouse et Broughton pour des installations et du matériel et diverses infrastructures qui semblaient concerner l'A 380, de sorte que la délégation des États-Unis se demandait si les CE pourraient confirmer l'objet de cette aide.

83. L'intervenant a dit pour terminer que sa délégation avait constaté que le sixième programme-cadre des CE semblait faire largement mention de l'aéronautique et des aéronefs, et il s'est demandé si une partie de cet argent ne concernerait pas le développement de programmes spécifiques d'aéronefs civils.

84. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il avait pris bonne note des diverses questions spécifiques qui avaient été soulevées et qu'après la réunion il comptait rassembler tous ces éléments pour les transmettre; ils constitueraient une bonne matière pour les consultations bilatérales à venir. Il a aussi pris note de la remarque concernant la nécessité de rendre un peu plus détaillé le débat multilatéral et a indiqué qu'il porterait cette demande à l'attention des autorités communautaires.

85. Le représentant du Canada a dit que son pays souhaiterait aussi en apprendre plus sur cette question particulière de la part des CE, si possible, et les a instamment invitées à communiquer au Comité toutes les informations complémentaires possibles en plus de ce qui était débattu au niveau bilatéral entre les CE et les États-Unis.

86. Le représentant des États-Unis est ensuite revenu à l'aspect du point de l'ordre du jour qui concernait l'article 4 en indiquant que sa délégation souhaitait soulever des questions au titre de l'article 4 à propos de certains appels d'offres et a demandé en particulier si, dans l'appel d'offres d'Aeroflot annoncé peu de temps auparavant, les CE avaient agi d'une façon qui pourrait être considérée comme une compensation ou une incitation en faveur de cette transaction ou qui pourrait donner l'apparence d'être une incitation.

87. Le représentant des Communautés européennes a répondu que les États membres de l'UE ne pratiquaient pas l'incitation.

88. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation était sensible à cette confirmation des obligations existantes, mais il a néanmoins tenu à relever quelques points concernant l'appel d'offres d'Aeroflot. Il a d'abord noté que la Russie ne faisait pas partie des signataires de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils et qu'il ne voulait pas insinuer qu'elle devrait se conformer à l'une quelconque des obligations énoncées dans l'Accord. Il a toutefois rappelé qu'au moment de la signature du contrat le 2 juillet entre les Présidents Chirac et Poutine la presse avait rapporté que le gouvernement français avait annoncé qu'il soutiendrait la Russie dans le désir qu'elle avait depuis longtemps de lancer la fusée Soyouz de Kourou, en Guyane. Le titre de la dépêche de l'Agence France Presse était: "La France est favorable à l'utilisation de la base de lancement de Kourou par la Russie si elle achète des avions Airbus."

89. L'intervenant a ajouté que des efforts avaient été faits par la suite pour lancer effectivement la fusée Soyouz de Kourou et a demandé aux CE si elles pourraient préciser qui paierait les dépenses indéniablement lourdes que cela entraînerait. Il a ensuite relevé que, dans sa déclaration publique, le Président russe avait indiqué que la décision relative à l'achat des Airbus avait été prise grâce au soutien "du Président français et aussi parce que la France a offert un programme de coopération entre les fabricants russes et européens". À son avis, il ne s'agissait pas simplement d'un contrat d'achat et de vente, il y avait un programme à suivre, qui concernait la passation de commandes à des usines aéronautiques russes. Il a demandé aux CE si elles voulaient s'exprimer sur l'apparence de cette situation.

90. L'intervenant a en outre soulevé la question de Kaliningrad et a mentionné les préoccupations relatives au fait que les avions russes ne respecteraient pas les normes de bruit du chapitre 3 de l'OACI, ce qui les rendrait inexploitable dans l'Union européenne. L'intervenant a indiqué que le gouvernement russe avait demandé une exemption des restrictions en matière de bruit qui étaient en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 aux États-Unis et dans l'Union européenne, ajoutant que l'Union européenne avait même des normes plus strictes encore pour les avions qui respectaient les normes de l'OACI en matière de bruit grâce à des réducteurs de bruit ("hushkits"). Prenant une position inédite, les CE avaient néanmoins permis aux États membres de décider au cas par cas quels aéroports accepteraient l'atterrissage des avions russes plus bruyants qui ne répondaient pas aux normes de l'OACI. La délégation des États-Unis craignait que toutes ces actions ne donnent l'apparence d'être liées à la modernisation de la flotte d'Aeroflot et a donc invité les CE à donner des éclaircissements à ce sujet.

91. Le représentant des Communautés européennes a répondu qu'il ne savait rien des cas particuliers mentionnés mais qu'il souhaitait dire clairement deux choses. Premièrement, il était sensible à l'emploi du terme "apparence", car les informations parues dans la presse ne faisaient pas toujours la distinction entre les considérations commerciales d'un contrat et l'incitation au sens de l'Accord. La délégation des CE pourrait probablement se livrer au même travail diligent que celui qui avait été manifestement effectué et elle aurait beaucoup à dire au Comité sur ce qui avait paru dans les journaux à propos de divers contrats au cours des deux ou trois mois écoulés. L'intervenant a dit qu'il s'en abstenait toutefois et se référerait plutôt aux mots employés précédemment par le représentant des États-Unis, à savoir: "la presse est la presse et les actions du gouvernement sont les actions du gouvernement". Il a souligné que l'Union européenne et ses États membres respectaient l'esprit et la lettre de l'Accord et de l'article 4 en particulier.

92. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation remerciait les CE d'avoir répondu en disant clairement qu'elles respecteraient leurs obligations et en contestant l'exactitude des articles de presse, tout en rappelant qu'elles avaient déjà fait allusion à de tels articles en disant: "il n'y a pas de fumée sans feu".

93. L'intervenant est ensuite passé à un sujet sans aucun rapport avec la discussion qui avait eu lieu auparavant, mais qui était aussi lié aux obligations des signataires au titre de l'article 4. Dans le

cadre de son processus d'adhésion à l'UE, la République tchèque avait ramené à zéro ses droits de douane sur les produits en provenance de l'UE, mais ses taux NPF restaient plus élevés. Pour les importations d'aéronefs civils et de la plupart des pièces importantes d'aéronefs, le taux de droit NPF de la République tchèque était de 4,8 pour cent, alors qu'il était de zéro pour les importations en provenance des CE. De l'avis de l'intervenant, cela avait créé un avantage compétitif important en matière de coût pour les produits aéronautiques civils exportés de l'UE vers la République tchèque. Il a précisé que, pour corriger la différence entre les droits et égaliser les règles du jeu pour ses compagnies aériennes, la République tchèque avait accordé des dérogations tarifaires annuelles au cours des deux années passées. Les compagnies aériennes et les autres sociétés qui importaient du matériel aéronautique étaient ainsi libres de choisir leurs produits en fonction des avantages techniques et commerciaux plutôt qu'en fonction du taux de droit NPF de 4,8 pour cent et du taux nul appliqué à l'UE. L'intervenant a demandé aux CE si elles avaient une position sur la poursuite de ces dérogations.

94. Le représentant des Communautés européennes a dit que son mandat ne concernait que les CE et que la question portait sur une dérogation que les autorités tchèques avaient manifestement accordée dans le passé, qui ne relevait pas de sa compétence.

95. Le représentant des États-Unis a dit que, chaque année, dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE, les CE publiaient des rapports réguliers sur les efforts d'harmonisation faits par les candidats à l'adhésion comme feuilles de route indiquant sur quoi les efforts futurs devraient porter. Dans le rapport de 2002 concernant la République tchèque, qui avait été publié le 8 octobre 2002, les CE avaient ouvertement mis en garde la République tchèque au sujet de cette dérogation. L'intervenant a alors cité un extrait de la page 132 du rapport qui pouvait être consulté sur le site Web Europa: "La République tchèque a unilatéralement appliqué une suspension des tarifs NPF grevant les importations de 12 produits "aéronefs civils". Malgré la ferme opposition de la Commission, cette mesure exceptionnelle introduite en 2000 et qui devait expirer en décembre 2001 a été prorogée jusqu'en décembre 2002. La République tchèque devra veiller à ce que cette suspension tarifaire ne soit pas prolongée au-delà de cette date." Il a ajouté qu'il était paradoxal que, sur la même page et tout au long du rapport, les CE louent la République tchèque pour l'action qu'elle menait en vue d'harmoniser ses lois, politiques et réglementations avec celles de l'UE, de l'OMC, de l'OCDE et d'autres accords multilatéraux.

96. L'intervenant a demandé comment cette déclaration pouvait être compatible avec les obligations souscrites par les CE au titre de l'article 4 de l'Accord, en vertu desquelles les acheteurs d'aéronefs civils devraient être libres de choisir leurs fournisseurs sur la base de considérations commerciales et techniques. Pour lui, tous les signataires étaient convenus d'éviter de pratiquer quelque type d'incitation que ce soit, positive ou négative, à la vente ou à l'achat d'aéronefs civils, qui introduirait une discrimination à l'encontre d'autres fournisseurs, ce que faisaient manifestement ces droits de douane, et il a souligné à nouveau que l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils était tout entier axé sur la suppression des obstacles au commerce des aéronefs civils.

97. Le représentant des Communautés européennes a expliqué qu'il ne participait pas personnellement aux négociations sur l'adhésion de la République tchèque et que, si le représentant des États-Unis l'avait prévenu à l'avance des renseignements qu'il demanderait, il aurait été davantage en mesure d'étudier la question en détail. En tout état de cause, l'adhésion à la Communauté était une opération très complexe. Sans s'exprimer davantage sur ce cas particulier, l'intervenant a précisé qu'il arrivait assez souvent que les futurs partenaires soient invités à faire ceci ou à ne pas faire cela, afin d'éviter des problèmes à un stade ultérieur du processus d'adhésion, ce qui expliquait aussi le point particulier soulevé par les États-Unis. Quoi qu'il en soit, l'intervenant ne voyait pas en quoi cette question concernait l'article 4, mais il a assuré son collègue des États-Unis qu'il ferait part de ses vues aux personnes qui s'occupaient concrètement du cas particulier en question.

98. Le représentant des États-Unis a remercié le représentant des CE de sa réponse, tout en disant que sa délégation ne pouvait juger suffisante l'explication qu'il avait donnée. Il est ensuite passé à un autre sujet plus personnel. Il avait été informé que le représentant des CE quitterait Genève et n'assisterait plus aux réunions du Comité. Il a tenu à dire qu'il avait eu plaisir à collaborer avec lui pendant toutes ces années où des progrès avaient été réalisés sur plusieurs points et où ils s'étaient livrés à un vif débat conformément aux orientations données par leur capitale. Il a dit qu'il tenait en très haute estime son collègue des CE, en qui il voyait un excellent représentant du point de vue des CE.

99. Le Président a ajouté que c'était un sentiment partagé par tous les représentants au Comité. Il est ensuite revenu sur une demande faite par le Canada au sujet des renseignements concernant les questions relatives à l'article 6 qui avaient été examinées au titre de ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé que les CE s'étaient engagées à donner aux États-Unis des renseignements qui pourraient intéresser d'autres délégations au Comité, car la question avait été soulevée au Comité. Il estimait que tout renseignement donné aux États-Unis devrait aussi être communiqué aux autres membres du Comité. L'un des moyens de permettre au débat d'avoir lieu au sein du Comité et de faire en sorte que les renseignements soient transmis à tous les membres du Comité serait de revenir sur la question à la réunion formelle suivante qui aurait lieu l'année suivante. Il a précisé que le Comité examinerait alors seulement les questions relatives à l'article 6 au titre de ce point de l'ordre du jour.

100. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que sa délégation avait dit ce qu'elle avait à dire sur le point considéré. Il a indiqué qu'il préférerait de toute façon y voir une demande du Canada renvoyée à la réunion suivante plutôt qu'une proposition du Président.

101. Le Président a expliqué que le Canada demandait plus de renseignements et qu'il faisait une suggestion pour répondre à cette demande.

102. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation ne rejetait jamais un point à l'ordre du jour mais qu'il avait fait des remarques de fond qui, à son avis, amenaient à la conclusion qu'il n'y aurait pas grand-chose à discuter à la réunion suivante.

103. Le Président a conclu que toutes les délégations auraient la possibilité de demander qu'un point soit inscrit à l'ordre du jour et que le fait de demander que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion suivante était un moyen d'obtenir plus de renseignements sur ces questions.

104. Le Comité a pris note des déclarations.

5. Demandes d'informations

105. Le Président a expliqué qu'il avait reçu une lettre du Président du Comité du commerce et du développement et une du Président du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie, dont des copies étaient disponibles dans la salle.

106. La première émanait de S.E. l'Ambassadeur Smith, Président de la session extraordinaire du Comité du commerce et du développement. M. Smith demandait des informations sur les discussions et autres faits nouveaux relatifs au traitement spécial et différencié qui avaient eu lieu, le cas échéant, au Comité du commerce des aéronefs civils et dans ses organes subsidiaires, sous la forme d'un rapport à remettre avant le 30 novembre 2002.

107. Le Président a dit qu'en réponse à cette demande il comptait adresser au Président une lettre l'informant que le Comité n'était actuellement engagé dans aucune activité ni discussion à cet égard, car l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, qui était plurilatéral, ne contenait pas de

dispositions en matière de traitement spécial et différencié. Des copies de sa réponse seraient remises aux signataires.

108. La seconde lettre émanait de S.E. l'Ambassadeur Stefan Johannesson, Président du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie. M. Johannesson y indiquait que le Groupe de travail était en train d'examiner les relations entre le commerce et le transfert de technologie, ainsi que d'éventuelles recommandations sur les dispositions qui pourraient être prises dans le cadre du mandat de l'OMC pour intensifier les courants technologiques à destination des pays en développement. Le Groupe de travail avait décidé, lors d'une réunion tenue le 10 octobre 2002, de demander aux autres organes de l'OMC des informations sur les travaux qu'ils avaient éventuellement accomplis à cet égard ou qu'ils comptaient accomplir au sujet des relations entre le commerce et le transfert de technologie.

109. Le Président a expliqué que l'Ambassadeur Johannesson lui demandait de l'informer au plus tard le 20 novembre 2002 des discussions, communications ou autres faits nouveaux relatifs au commerce et au transfert de technologie qui avaient eu lieu, le cas échéant, au Comité ou dans ses organes subsidiaires, afin qu'il puisse donner une réponse à la réunion du Groupe de travail prévue pour le 28 novembre.

110. En réponse à cette demande, le Président a dit qu'il comptait adresser à M. Johannesson une lettre l'informant qu'il n'y avait eu ni discussions, ni communications ni autres faits nouveaux au Comité ou dans ses organes subsidiaires concernant le commerce et le transfert de technologie. Il a ajouté que des copies de sa réponse seraient remises aux signataires.

111. Le représentant des États-Unis a dit, au sujet de la première réponse, que le Président avait certes tout à fait raison de dire que l'Accord ne contenait pas de dispositions en matière de traitement spécial et différencié en soi, mais que l'article 9.1.3 sur l'accession était souple, car il permettait que les conditions d'accession soient convenues entre le gouvernement et les signataires et que le Président pourrait peut-être indiquer dans sa lettre que les signataires avaient la possibilité d'accorder aux nouveaux signataires un traitement spécial et différencié qui serait justifié.

112. Sur la question du transfert de technologie, l'intervenant estimait que la seule chose à signaler était que l'assistance technique avait été examinée en rapport avec la discussion sur la certification selon la destination finale et le double usage, domaine dans lequel il pourrait y avoir des problèmes avec l'administration des douanes pour les nouveaux signataires et les signataires potentiels.

113. Le Président a expliqué qu'il s'agissait d'une demande d'informations sur les faits nouveaux et les actions entreprises par le Comité, autrement dit que la question était de savoir si le Comité avait pris une sorte de décision collective ou eu un débat structuré sur ces questions. Les remarques exprimées par le représentant des États-Unis étaient certes valables et se rapportaient à la question considérée, mais on pouvait se demander s'il était réellement possible de parler d'actions entreprises ou d'un fait nouveau au Comité ou d'un débat structuré. Le Président ne pensait pas que les remarques exprimées par le représentant des États-Unis répondaient à ce critère, ce qui expliquait la réponse qu'il avait suggérée.

114. Le représentant des Communautés européennes a dit que, bien qu'il n'ait pas d'opinion bien tranchée à ce sujet, l'objet de l'exercice était précisément de démontrer que certaines de ces questions pouvaient surgir dans d'autres comités. Il considérait donc que le représentant des États-Unis avait formulé des remarques utiles et que l'une des façons de répondre au Président de la session extraordinaire serait de dire a) qu'au sujet de la question spécifique des actions entreprises, rien n'avait eu lieu, et b) qu'il fallait appeler l'attention sur le fait que certains points qui étaient examinés avaient à voir avec ce qui se passait dans le transfert de technologie, par exemple. De cette façon, les intéressés auraient une image complète, qu'ils pourraient ensuite utiliser ou non.

115. Le Président a expliqué que, bien qu'il y ait un rapport manifeste avec la question du transfert de technologie, il serait difficile selon lui de considérer le fait qu'une assistance technique était apportée au sujet de la différenciation entre les aéronefs à des fins douanières comme une véritable incitation au transfert de technologie.

116. Le Président a donc dit en conclusion qu'il essaierait de trouver un moyen de mentionner certaines caractéristiques de l'Accord et les activités qui pourraient avoir un certain rapport avec les demandes qui lui avaient été adressées mais que, fondamentalement, la réponse aux questions précises qui lui avaient été posées ne serait pas très substantielle. Il a indiqué qu'il s'agissait d'un rapport fait en son nom mais qu'il s'efforcerait de tenir compte des différentes remarques formulées lorsqu'il rédigerait ses réponses.

117. Le Comité a pris note des déclarations.

H. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE

118. Le Président a proposé que la réunion ordinaire suivante ait lieu le mercredi 4 juin 2003.

119. Le Comité en est ainsi convenu.

I. ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL

120. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 8.2 de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils et de l'article IV:8 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, le Comité devait chaque année faire rapport au Conseil général.

121. Le Comité a suspendu les débats pour permettre aux signataires d'examiner le projet de rapport annuel révisé.

122. À l'issue de la suspension, le Président a présenté le projet de rapport annuel révisé. Plusieurs modifications ont été proposées concernant les paragraphes 2, 3, 6 et 7 du projet.

123. Le Comité a adopté le rapport annuel, tel que modifié.

124. La réunion a été déclarée close.
